

● (2110)

Le conseil que je donnerais à ce groupe et au ministre est celui-ci: démissionnez et allez-vous en. Donnez un peu de répit aux Canadiens. Laissez-les tranquilles. Soyez lucides. Laissez la place à d'autres qui ont des idées neuves, d'autres qui relanceront l'entreprise privée, lui permettront de progresser qui encourageront les investissements, d'autres se préoccupent des gagne-petit et des chômeurs, d'autres que les libéraux, froids, cyniques et calculateurs, qui ont laissé le Canada tel qu'il était depuis 1963. Comme l'a dit Leopold Amery au Parlement du Royaume-Uni, il y a quelques années: «Pour l'amour du ciel, allez-vous en». Vous n'avez plus rien à donner au peuple canadien. Vous ne pouvez que lui faire du tort. La question est de savoir si ce tort sera irréparable.

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, les comptes rendus des délibérations de la Chambre sont là pour prouver que depuis 23 ans que je suis ici, à maintes reprises, j'ai fait état de la sympathie que m'inspirent toujours les charges des ministres des Finances. Durant mon séjour ici, j'ai assisté à l'humiliation de Walter Harris, de Donald Fleming, de Walter Gordon, l'un de nos plus grands parlementaires, de John Turner, de Donald MacDonald et de Jean Chrétien. C'est de propos délibéré que j'en ai passé deux. A chaque occasion, je me suis levé à la Chambre pour déclarer que ma sympathie allait à ceux qui avaient la charge de ce portefeuille. Certains députés parmi les plus anciens peuvent en témoigner.

Ce soir je ne peux compatir avec l'actuel ministre des Finances. Il n'a pas la sympathie de la Chambre parce qu'il a enfreint une simple règle immuable. Il est tellement fier d'avoir réussi à renverser un gouvernement au pouvoir depuis neuf mois à peine, que depuis l'automne dernier, il n'a pas réussi une seule fois à dissimuler son air de triomphe. Le cynisme qui habite le cœur du ministre des Finances l'incite à se moquer d'un parti qu'il a humilié, surtout certains membres de ce parti, et ce cynisme que le public canadien a sans cesse sous les yeux jette une ombre sur chaque député.

Le ministre n'a pas la sympathie de la Chambre parce qu'il a montré qu'il était mesquin. Cela ne doit jamais se faire. Si nous voulons que la Chambre fonctionne bien, nous devons pouvoir supposer que les autres députés ont des qualités humaines et qu'ils s'efforcent toujours de faire quelque chose pour aider les Canadiens.

Essentiellement, la question qui nous intéresse ce soir est celle des taux d'intérêt. C'est de cette question que je tiens à parler. C'est un sujet à propos duquel tous les Canadiens peuvent se mettre d'accord. Depuis que les hommes se sont réunis pour former des civilisations et des groupes politiques, la question qui a toujours réussi à faire l'accord a été l'abus des taux d'intérêt. Même les civilisations les plus anciennes du Moyen-Orient, de Rome, de Grèce et d'Égypte se sont toujours intéressées aux taux d'intérêt. Quand les taux d'intérêt sont devenus abusifs, les peuples se sont unis pour protester. Même le Christ a chassé les prêteurs du temple.

Nous voyons maintenant un ministre abuser délibérément des taux d'intérêt même s'il est pleinement au courant du débat économique qui se poursuit depuis 30 ans en Amérique du Nord. Il suit encore des politiques que des analyses quantitatives ont révélé erronées même s'il se rend pleinement compte du tort qu'il cause à tous les citoyens du pays, particu-

La situation économique

lièrement à ceux à qui nous devons notre prospérité, c'est-à-dire les agriculteurs, les propriétaires de petites entreprises et les sociétés puissantes comme Massey-Ferguson.

Le niveau actuel des taux d'intérêt est en train de détruire les propriétaires de petites et de grosses entreprises et les producteurs. Cela ne sert à rien de prétendre que vous croyez dans des taux d'intérêt raisonnables si vous refusez d'envoyer une directive au gouverneur de la banque pour lui expliquer les intentions du gouvernement. Nous n'avons aucune sympathie pour un ministre qui a refusé de permettre aux députés de l'opposition et aux députés libéraux de l'arrière-ban de convoquer à un comité permanent le gouverneur de la Banque du Canada et le ministre lui-même pour qu'ils puissent répondre aux questions que leur poseraient de simples députés représentant le peuple canadien.

Le gouvernement Clark l'avait fait en décembre 1979. Les députés de tous les partis, qu'ils soient libéraux, néo-démocrates ou conservateurs, s'étaient réunis à ce comité, non pas pour démolir le gouverneur de la Banque du Canada ou le ministre des Finances, mais plutôt pour essayer de proposer des solutions constructives. Nous avons simplement demandé qu'on écoute nos propositions et que, si elles étaient jugées valables, elles soient transmises au gouverneur de la Banque du Canada pour qu'il puisse essayer de remettre de l'ordre dans une politique monétaire et financière de toute évidence mal avisée.

La situation politique a changé depuis décembre dernier. Le NPD a commis l'erreur de présenter une motion de censure contre le nouveau gouvernement. Les libéraux ont saisi l'occasion, ils ont profité de façon malhonnête de l'absence des députés qui n'avaient pu assister à ce débat et battu le gouvernement au bout de neuf mois à peine, à l'encontre du principe démocratique qui veut qu'on laisse sa chance à tout gouvernement. Lorsque vous enfoncez cette règle élémentaire, vous assistez à la destruction de la démocratie.

Maintenant qu'ils siègent du côté des vainqueurs, ces députés sont les victimes de leur arrogance et de leur mépris des traditions. Le NPD se trouve dans une situation particulièrement désespérée. Non seulement il a contribué à la défaite du nouveau gouvernement, sans raison suffisante, mais quand le nouveau gouvernement a pris le pouvoir, il a négocié avec lui un contrat de mariage officiel et marché la main dans la main avec des gens déterminés à le détruire.

Le NPD est actuellement déchiré par des dissensions et tous les députés qui représentent ce parti dans l'Ouest risquent fort que leur chef les oblige à respecter cette entente même s'ils doivent pour cela perdre tous leurs sièges à l'ouest des Grands lacs. Si le Parlement n'a pas encore compris la leçon dans deux ou trois circonstances du même genre, il la comprendra peut-être cette fois-ci. Si vous voulez mettre d'accord les Canadiens de l'Ouest, qu'ils soient créditistes, progressistes, agriculteurs unis, libéraux ou conservateurs, il vous suffit de leur parler des taux d'intérêt.

Le problème s'est déjà posé avant la Première Guerre mondiale. L'Alberta était alors un fief libéral comme la Saskatchewan et le Manitoba. Les agriculteurs et les citadins se sont réunis, ont balayé les libéraux et les conservateurs et les ont remplacés par 65 progressistes. A leur arrivée au pouvoir ces derniers ont fait quelque chose pour régler le problème des taux d'intérêt. Ils ont modifié la loi sur les banques et imposé